

Bulletin d'histoire politique

Homosexualités et politique en Europe. Quelques cas : France, Belgique, Suisse, Pays-Bas et Espagne

Présentation

David Risse



Volume 18, numéro 2, hiver 2010

Homosexualités et politique en Europe

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054793ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054793ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Risse, D. (2010). Homosexualités et politique en Europe. Quelques cas : France, Belgique, Suisse, Pays-Bas et Espagne : présentation. *Bulletin d'histoire politique*, 18(2), 7–15. <https://doi.org/10.7202/1054793ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Dossier thématique

Présentation

Homosexualités et politique en Europe Quelques cas : France, Belgique, Suisse, Pays-Bas et Espagne

DAVID RISSE¹

« L'histoire de l'homosexualité s'est souvent confondue avec celle de sa répression », rappelait déjà en 1985 Maurice Lever². Et pourtant, malgré le développement d'études historiographiques genrées, féministes et LGBTIQ³, l'homosexualité reste trop souvent étudiée à la lumière de la répression, de l'oppression et de la discrimination. Bien que certains, peu, reconnaissent que le militantisme gai⁴, fut-il scientifique, contribue à une certaine LGBTification de l'homosexualité (en l'étudiant sous des angles victimaires), l'outil que représente son histoire politique peut constituer un outil de problématisation de cette tendance analytique de l'homosexualité et plus largement de la sexualité. Bien que Foucault nous ait invités à déconstruire l'histoire de la sexualité et à révoquer en doute toute légitimation historique du savoir et notamment du savoir sur la sexualité (la sexologie clinique quantitative actuelle pouvant reproduire la *scientia sexualis* d'antan), certaines tendances analytiques de la sexualité dites « misérabilistes » influencent aussi l'historiographie contemporaine de l'homosexualité, des homosexualités. Ce « fatalisme historique » persistant faisant toutefois l'objet de critiques historicistes épistémologiques, féministes, les nouvelles analyses de l'historicité du discours sur le sexe contribuent à d'autant plus questionner les théories et représentations des sexes, des sexualités et les genres.

Ces analyses ne sont d'ailleurs pas sans renvoyer à un idéal d'épistémologie « post-positiviste éclairée » et notamment au projet⁵ de développer le dialogue entre les politiques publiques nationales et les approches méthodologiques disciplinaires relatives au genre, aux genres. Seulement, au carrefour de ces différentes perspectives, l'histoire politique domine, particulièrement en Europe de l'Ouest, et ce dossier – dans quelques-unes de ses variations internationales francophones⁶ – consacré à l'histoire politique des homosexualités en Europe de l'Ouest, nous le montre très particulièrement. À partir de contributions scientifiques vulgarisées, d'une haute qualité académique, d'une actualité publique et d'une valeur problématique rarissimes, les auteur-e-s ici rassemblé-e-s renouvellent le regard de l'historiographie contemporaine de l'homosexualité dans le pluralisme culturel de son histoire politique. Ils transdisciplinarisent et partant pluralisent cette relecture critique, mais ils permettent et permettront aussi et surtout, pensons-nous, une comparaison internationale avec la littérature historiographique anglo-saxonne.

Ce dossier s'articule et sera présenté en trois parties : des approches épistémologiques critiques de l'histoire politique traditionnelle de l'homosexualité aux nouvelles approches sociologiques des droits des personnes LGBT, en précisant plusieurs portraits politiques nationaux, sociaux et sanitaires de l'homosexualité. Onze textes, douze auteur-e-s, nous livrent ici leurs réflexions actuelles à partir de leurs travaux, leurs observations et leurs interventions en milieu homosexuel, en milieu lesbien et gai. À partir de quelques intersections thématiques et de croisements de problématiques homosexuelles nationales communes à ces quelques approches et perspectives (France, Belgique, Suisse, Pays-Bas et Espagne⁷), les premiers auteurs montrent, tour à tour, toute la pertinence des lectures philosophique, historique, géopolitique, sociologique et altermondialiste de l'homosexualité. Leur état des lieux respectif de la question converge en effet vers une critique d'un certain déterminisme historique et politique, historiciste et politiste, de l'homosexualité aujourd'hui. En travaillant ainsi à sortir l'histoire politique homosexuelle de représentations traditionnelles et parfois militantes, de la linéarité de l'histoire, de l'étrangeté de l'étranger, du doublon culpabilisation morale – normalisation légale, de la libération gaie et de la « sexophobie catholique », ces auteurs opèrent une certaine rupture épistémique, voire paradigmatique, avec les analyses bien-pensantes, parfois convenues, de l'homosexualité. Ainsi ces regards croisés sur des réalités homosexuelles nationales assez spécifiques constituent alors non seulement des outils opératoires pour *comprendre l'homosexualité*, à tout le moins pour apporter enfin un éclairage pluralisé de la question ; mais, en permettant du même coup d'en comprendre les enjeux internationaux, ils sortent un instant l'homosexualité de sa LGBTisation pour la rendre à sa diversité, sa complexité et sa mouvance culturelles. Puisque l'homosexua-

lité reste très difficile à cartographier dans son pluralisme genré et culturel, dans l'étendue et la multitude de ses espaces diffus; puisqu'elle demeure difficile à sociologiser et décomposer dans ses particularités (loin des particularismes ou des caprices minoritaires) et à traduire dans ses subtilités (loin des discriminations réelles vécues parfois assimilées indûment à des stratégies de résistance « libertaires »).

C'est anthroposociologiquement, historiquement, géopolitiquement, sociopolitiquement et « altermondialistiquement » que sera donc d'abord repensée ici l'histoire politique des homosexualités. En sortant l'histoire politique homosexuelle de l'ombre – de l'ombre de certains préjugés tenaces, même dans les études LGBT – ces auteurs permettent en effet de repenser l'homosexualité par-delà les binarismes catégoriels restrictifs de la répression – oppression, discrimination – homophobie, etc. Sans les minimiser, bien au contraire... En commençant par resituer le basculement de recherches historiographiques sur les homosexualités « dans l'histoire », en rappelant la manière dont le « militantisme historique » se reformule dans le cadre paradigmatique renouvelé de la critique de l'histoire linéaire de l'homosexualité, le philosophe **Massimo Prearo** met socioanthropologiquement la table et donne à repenser l'historiographie – l'histoire politique – de l'homosexualité. Seulement, pour comprendre tous les enjeux actuels de cette hypothèse anthroposociologique, il nous a fallu approfondir et replonger dans une époque très particulière, la « belle époque », l'époque de la construction de la peur de la contagion et de l'insécurité de l'expansion homosexuelles. Il fallait notamment revenir sur la théorie du « complot homosexuel » où l'homosexuel faisait figure d'indésirable, de dangereux, d'étranger. Et **Régis Revenin** nous rappelle entre autres la place et le rôle des « mœurs arabes », du « mal d'orient », dans la construction de *l'étrangeté de l'étranger*, dans la fabrication rhétorique anti-homosexuelle. Ces difficultés historiques lancinantes de la reconnaissance publique française des communautés sexuelles rivées à la rhétorique anti-communautaire⁸ renvoient, selon **Marianne Blidon**, à des « aberrations » de l'idéal universaliste républicain, qui maintiennent invisibilisées, stigmatisées, ces communautés. Ignorant ainsi la dimension « fonctionnelle », ce discours use – paradoxalement – de la crainte d'une dérive de la société française vers un modèle communautaire anglo-saxon dont les contours ne sont jamais suffisamment définis, mais dont l'usage rhétorique suffit par contre à légitimer la peur d'une fragmentation de valeurs républicaines universalistes.

Recontextualiser historiquement la production de courants idéologiques qui sous-tendent les valeurs républicaines d'un discours qui s'avère assez « déconnecté » de la genèse et de l'organisation des espaces, des populations et du territoire, ne s'impose alors pas qu'en France. L'impulsion de l'union européenne a d'ailleurs favorisé tout un travail

historico-politique d'un pays frontalier de l'hexagone. À partir de cette perspective, **Oscar Guasch** découpe trois périodes de l'histoire de l'homosexualité espagnole: *pré-gaie*, *gaie* et *post-gaie*. Trente ans d'histoire politique de l'homosexualité en Espagne ont amené à parler en Espagne selon lui de démocratisation, puis de reconnaissance et enfin de «normalisation légale des gais». Parce que la surveillance et la réhabilitation des «agents sociaux dangereux» du régime franquiste ne sont pas les seules à avoir freiné politiquement les progrès sociosexuels européens (par l'opprobre social et la morale catholique), nous ne pourrions plus faire l'économie d'une question historico-politique cruciale générale: en quoi – et pourquoi – la culture catholique de culpabilisation des comportements sexuels et homosexuels a joué un rôle si important dans la propagation de l'épidémie du sida? Le sida, qui serait instrumentalisé évangéliquement selon **Louis-Georges Tin**, qui traite ici de «sexophobie catholique» et de l'homophobie comme d'un enjeu de mondialisation. Cela dit, autant il nous semble aussi qu'il ne faut pas oublier, ni minimiser, la prévalence des gais d'éducation catholique du «monde entier» (incontestablement pris avec cette «double identité»), autant il faut également parler des «accommodements catholiques» favorables⁹ à l'intégration paroissienne des gais (et des communautés LGBT), selon nous.

À partir de ce premier axe de questionnement de l'histoire politique des homosexualités, nous souhaitons illustrer sa situation internationale, en Europe de l'Ouest, par quatre cas pratiques de politiques urbaines, quatre cas nationaux de politiques publiques relatives à l'environnement et à la santé sexuelle des homosexuels¹⁰. S'il est difficile de concilier foi et homosexualité dans le monde social, dans celui de la politique active, sociale, publique et sanitaire, cela semble resté assez problématique, voire sujet à vives controverses¹¹. Car l'homosexualité vécue dans les classes politiques françaises doit d'abord être démythifiée dans ses stratégies électoraux chez certains responsables politiques français ainsi que dans plusieurs contradictions de principe de l'«universalisme républicain» selon **Jean-Luc Roméro**. L'évolution incontestable de la situation française ne saurait en effet dissiper le malaise persistant des politicien-ne-s devant cet enjeu électoral. Si certains sondages font, malgré tout, dire aux Français qu'ils seraient prêts à élire un président de la République *gay*, peu d'hommes politiques sortent pour autant de la garde-robe¹². Cette contribution critique apporte non seulement un autre regard sur la valeur politique de l'universalisme républicain problématisé dans sa rhétorique anti-communautaire (par-delà la gestion des homosexuels comme «groupe» et la peur de la «fragmentation multiculturelle»), mais elle peut aussi contribuer à montrer que la politique de la différenciation identitaire n'est pas sans connaître actuellement des difficultés assez importantes de «gestion sociale»¹³ de ces «groupes». Ainsi les problèmes d'ethnicisation du *gay*

bashing relatifs à l'adoption du « polder model » néerlandais de libéralisation des mœurs sexuelles, pour **Gert Hekma**, constitue des illustrations très probantes des difficultés persistantes et nouvelles de leur gestion. Et ce n'est pas la *police des conduites* – ou, autrement dit, la « moralisation hétérosexuée de plaisirs homosexuels » – qui freine la « prévention spécifique » française, qui saurait faire mentir cette situation nationale et internationale, d'après **Pierre-Olivier de Busscher**. Il semble alors qu'en interrogeant la gestion sociale et un certain auto-assujettissement des « minorités sexuelles », on aidera à minimiser le malaise identitaire du « majoritaire social » vis-à-vis de « minorités ciblées » et le *malaise dans la sexualité*. On y contribuera d'autant plus qu'on mettra en place des outils pour freiner le retard éducatif moyen du citoyen ordinaire à la diversité culturelle, ethnique (ethno-culturelle/linguistique...), religieuse et sexuelle. Les enjeux identitaires, politiques et sociaux sont nombreux et majeurs. Il en va d'un vivre-ensemble sociosexuel.

Le spectre électoraliste et social de problématiques homosexuelles rendues plus visibles en Europe de l'Ouest¹⁴ amène en dernier lieu cinq autres auteurs à débattre des points de vue jurisprudentiel, socio-juridique et sociologique, sur les homosexualités aujourd'hui dans une perspective d'histoire politique. Enjeu public de la construction européenne, la question politique des « minorités sexuelles » est d'abord envisagée, par **Daniel Borrillo**, du point de vue du juge européen, dans son rôle dans des situations et des cas concrets de vie quotidienne (notamment la dépénalisation des relations, le consentement sexuel¹⁵; l'armée et le concubinage). Notre question mérite alors aussi une histoire critique de l'homoparentalité et, selon **Martine Gross**, de la préférence française à reconnaître l'homoparentalité à l'homoparenté, qui s'impose en France, au nom de l'impensabilité actuelle d'y établir un lien de filiation entre un enfant et deux parents du même sexe. Envisager protéger les liens tissés par l'enfant avec un tiers ou autoriser un partage de l'autorité parentale nous a également amenés à prendre part et à comparer avec la situation suisse. Pour **Marta Roca i Escoda**, autant la compréhension et le traitement politiques de demandes d'institutionnalisation de couples homosexuels par l'égalité (plutôt que par la reconnaissance) reste problématique, autant la volonté associative d'institutionnaliser ces couples constitue un facteur différenciant la réalisation de cette reconnaissance. Enfin, selon les sociologues du droit **Cathy Herbrand** et **David Paternotte**, la Belgique se rendrait vers la fin de l'opposition entre hétérosexualité et homosexualité, en ce que l'ouverture du droit belge au mariage et à l'adoption par des couples de même sexe constitue une évolution si fortes et aux impacts sociaux si réels, qu'elle déloge et pluralise du même coup ces catégories et partant qu'elle oblige à réinterroger l'hétéronormativité dans ses représentations et dans ses applications. Ce qui semble d'autant moins étonnant qu'on est plus familier de la

contre-culture – constructiviste – de la *fabrique des identités sexuelles*, de *l'objet homosexuel* et déjà de *l'invention de l'hétérosexualité*, de *l'emprise* (et de la performance) *du genre*.

Ainsi, faire et donc se défaire, voire se déprendre, de représentations historiographiques traditionnelles de l'homosexualité et de l'hétérosexualité (dont la première n'est pas plus nécessairement libertaire que la seconde n'est forcément organisée) pour réinventer une politique *queer* des sexualités (bisexualités incluses) pourra apparaître comme devant se fonder sur une «esthétique de l'invention plutôt que de la transgression»¹⁶. Mais s'agit-il vraiment là d'une voie de «démocratisation sexuelle» que pourrait, sinon soutenir, à tout le moins orienter, l'interdisciplinarisation historiographique critique d'homosexualités en Europe de l'Ouest? Puissent, bien modestement, ces quelques études de cas y contribuer et, tout aussi humblement, participer au projet actuel de mise en dialogue des recherches anglo-saxonnes et francophones portant sur cette question et sur d'autres sujets connexes, notamment sur la biopolitique¹⁷. Puisse la diversité des réponses proposées aux questions en convergence vers une nouvelle histoire politique des homosexualités en Europe et plus précisément dans ces quelques cas particuliers, contribuer à redécouvrir et à pluraliser, les tendances de l'historiographie contemporaine gaie¹⁸. Enfin, s'il m'est permis d'apporter une conclusion à cette présentation, c'est de simplement souhaiter que ce numéro stimule les discussions et les réflexions au sujet de l'histoire politique des homosexualités et, plus largement, de l'homosexualité, dans ses politiques et dans ses rapports au politique; sujet que je n'aurais jamais pensé couvrir, encore moins dans ce cadre et à ce titre. Je remercie le *Bulletin*, son comité et son directeur, de leur confiance, que je ne puis qu'espérer avoir, bien humblement, honorée. Je vous souhaite, à tou-te-s, une bonne lecture.

Bibliographie

- Broqua, Christophe et Eboko, Fred, «La fabrique des identités sexuelles», *Autrepart*, n° 49, janvier 2009.
- Cazier, Jean-Philippe, *L'objet homosexuel. Études, constructions, critiques*, Mons, Sils Maria, 2009.
- Castaneda, Marina, *Comprendre l'homosexualité. Des clés, des conseils pour les homosexuels, leurs familles, leurs thérapeutes*, Paris, Pocket, 2003.
- Chamberland, Line, «Homosexualités et politique: au Canada et au Québec», *Bulletin d'histoire politique*, volume 16, n° 3, printemps 2008.
- Julien, Danielle et Lévy, Joseph Josy, *Homosexualités. Variations régionales*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007.
- Katz, Jonathan-Ned, *L'invention de l'hétérosexualité*, Paris, EPEL, 2002.
- Dorais, Michel et Lajeunesse, Simon-Louis, *Mort ou fif. La face cachée du suicide chez les garçons*, Montréal, VLB éditeur, 2001.

- Löwy, Ilana, *L'emprise du genre. Masculinité, féminité, inégalité*, Paris, La Dispute, 2006.
- Marzano, Michela, *Malaise dans la sexualité. Le piège de la pornographie*, Paris, JC Lattès, 2006.
- Olivier, Lawrence; Richard, Louis et Séguin, Marie-Thérèse (dir.), *Homosexualités et tolérance sociale*, Moncton, éd. d'Acadie, 1988.

Notes et références

1. David Risse est doctorant, finissant, en philosophie à l'Université Laval. Il travaille sous la direction de Michela Marzano. Il a publié et intervient principalement sur des questions féministes et d'éthique sexuelle.
2. Maurice Lever, *Les bûchers de Sodome*, Paris, Fayard, 1985, postface.
3. C'est-à-dire les études lesbiennes; gaies et bisexuelles, les études des « 3 T » (ou « T Girls »), transgenres, transexuelles et travesties; sans oublier les études intersexuelles et *Queer*. Ce terme, avant de désigner assez péjorativement un homme homosexuel, signifiait littéralement « bizarre », « étrange ». Il réfère aujourd'hui davantage à « une » théorie, plus ou moins unifiée, issue entre autres des travaux de femmes philosophes telles que Judith Butler et Ève Kosofsky, de la sociologue française Marie-Hélène Bourcier et du théoricien américain David M. Halperin; théorie à partir de laquelle ils interrogent la formation du langage genre alors que d'autres invitent à radicaliser, à franchir et même à transgresser, les limites de l'identité sexuelle.
4. Bien que la présence historique du militantisme des hommes gais pourrait laisser à penser qu'il s'agit là d'un masculin spécifique plutôt que générique, « gai » désigne ici l'ensemble des revendications militantes des personnes LGBTIQ. Ainsi « gai » est devenu un terme parapluie, un qualificatif englobant des réalités militantes et communautaires pourtant très distinctes et spécifiques. Une instrumentalisation réciproque de l'ensemble des communautés LGBTIQI rangées sous « la » communauté gaie qui demeure peu questionnée.
5. Isabelle Engeli et Pierre Muller, colloque international « Genre et politiques publiques: de la découverte mutuelle au dialogue », Section thématique 15 du congrès 2009 de l'Association française de science politique (Grenoble, 07/09/2009).
6. Les variations internationales de ce dossier (en ce que pour une des premières fois, les résultats de travaux faits aux Pays-Bas et en Espagne sur la question sont publiés en français) font écho et permettent d'étendre, de pluraliser et de problématiser, quelques réflexions plus « locales » portées jusque là à ce sujet (Chamberland, 2008; Julien et Lévy, 2007, Dorais, 2001).
7. Si les contributions québécoises et canadiennes de ce dossier n'ont pu être publiées ici (elles complètent, cela dit, le dossier national du volume 16, numéro 3, printemps 2008, du *BHP*), on pourra contacter Anne Robinson, « La longue marche vers l'égalité pour les gais et lesbiennes du Québec » et Marie-Blanche Tahon, « Parenté et politique au Québec » pour en lire le contenu. Quant au texte de Jean François Breton et David Koussens, « De l'Église à la paroisse. Discours sur l'homosexualité au Québec », il sera bientôt possible

d'en prendre part grâce à l'aimable collaboration du *Québec Studies Journal*, que nous remercions ici, personnellement.

8. Vite dit, il s'agit d'un discours actuel selon lequel un groupe se revendique une identité minoritaire, selon l'auteur.
9. Avant le débat national sur les accommodements « raisonnables », les québécois les premiers seraient sans doute fort étonnés de savoir que certaines paroisses, telle que la paroisse montréalaise Saint-Pierre-Apôtre, accommodent les lesbiennes et les gais catholiques qui ont choisi de vivre « officiellement » leur homosexualité. Car, par-delà la « cathophobie » traditionnelle, il ne faudrait pas n'envisager la conciliation entre foi catholique et homosexualité que sous le seul spectre de l'Église, à distinguer de la paroisse et de la vie paroissienne. Ainsi la réconciliation des Églises-institutions paroissiales et des identités catholique-gaie constitue une question internationale de l'histoire politique internationale occidentale (parfois orientale).
10. Il est difficile ici de parler, féministiquement, des homosexuel-le-s. Puisque, malheureusement, la santé des femmes homosexuelles et bisexuelles reste sous-diagnostiquée, malgré une tendance quantitative des recherches sociologiques, sociodémographiques et socio-épidémiologiques. Car, par crainte de préjugés à leur endroit, encore beaucoup de ces femmes ne déclareront pas leur orientation sexuelle et opteront pour le mutisme ou choisiront l'isolement, qui contribuent fortement, sait-on aujourd'hui, à la sous-diagnostication du cancer du col de l'utérus chez les femmes en général. Nous avons montré ailleurs qu'encore beaucoup de ces femmes ne se sentent pas concernées par la santé reproductive qu'elles pensent réservée aux femmes hétérosexuelles, qu'une part montante (peu quantifiée) d'entre elles adopte des comportements suicidaires qui ne sont pas encore diagnostiqués comme tels, mais qui le sont pourtant dans une certaine mesure. La coordination scientifique d'une équipe de professionnel-le-s de la santé nous a permis d'en prendre le pouls exact à partir de la situation québécoise, d'en dénoncer les faux-semblants et d'en montrer les acquis, les défis et les enjeux nationaux et internationaux. Qu'il nous soit permis ici de référer aux résultats publiés en ligne de cette nouvelle étude: <http://www.rainbowhealth.ca/documents/french/Etude%20exploratoire.pdf>
11. Qu'on pense aux récentes accusations, de la responsable frontiste Marine Le Pen, de Frédéric Mitterrand d'être une ministre pédophile, de « mauvaise vie » et qui poserait aujourd'hui (bien que l'autobiographie ait été publiée en 2005 et que depuis l'auteur ait été interrogé sur son recours à des prostitués « mineurs ») une « tâche indélébile sur le gouvernement ».
12. Les préfaciers de ce dossier en sont et permettent de faire mentir ce faux-semblant de *tolérance sociale*. Puisque c'est tout à leur honneur, qu'il nous ici permis d'humblement et personnellement les remercier de leur contribution à ce collectif d'étude politique et de recherche historiographique du sujet *homosexualité*, « homosexualités ». La majorité des contributions françaises à ce dossier tient notamment au cadre de la francophone internationale inspiré par un événement scientifique, que la note suivante illustre.
13. À paraître, à surveiller pour celles et ceux qui s'intéressent aux gestions individuelle, sociale et politique des homosexualités, sous la direction de

Lawrence Olivier et de David Risse, les actes du colloque international «Réécrire l'histoire politique d'homosexualités. Gestions sociales et identitaires. Le savoir québécois à la rencontre de la francophonie»; colloque 440 du congrès 2008 de l'ACFAS (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences).

14. Si cette appellation permet de désigner l'ensemble des cas étudiés par ce dossier, il ne s'agissait pas du mandat de la commande, révisé après la parution du dossier du volume 16, numéro 3, printemps 2008, du *Bulletin*.
15. Michela Marzano, *Je consens, donc je suis... Éthique de l'autonomie*, PUF, 2006.
16. Éric Fassin, *L'inversion de la question homosexuelle*, Paris, éd. Amsterdam, 2008, p. 114.
17. À paraître, sous la direction d'Audrey Kiéfer et de David Risse, les actes du colloque international «La biopolitique outre-atlantique après Foucault»; actes du colloque 650 du congrès 2009 de l'ACFAS (*op. cit.*).
18. «Gaie» est ici entendue dans le sens donné à la troisième note de ce dossier, bien qu'une historiographie critique lesbienne soit aussi en cours, notamment grâce aux travaux de la chercheuse Sandra Boehringer, au niveau francophone.